

ENTRETIEN AVEC LE JUGE ANTITERRORISTE ESPAGNOL

Baltazar Garzón ou le fantasme d'Al Qaïda



Dans un entretien au Réseau Voltaire, le juge-star Baltazar Garzón répond à notre mise en cause dans l'affaire Tayseer Alouni. Il affirme avoir incarcéré le journaliste d'Al Jazeera pour des motifs précis couverts par le secret de l'instruction. Revenant sur les enquêtes qu'il mène contre Al Qaïda, il reconnaît s'appuyer sur des « renseignements » et non sur des preuves et décrit le « réseau islamiste » comme une organisation horizontale sans dirigeants, mais placée sous l'autorité d'un Conseil de direction installé en Iran. Cependant, sa défense de l'Occident le conduit à critiquer la suspension de l'État de droit par l'administration Bush.

page 2

Relance des liens franco-israéliens : éviter les sujets qui fâchent

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Au premier jour de la visite en France de Moshe Katzav, le président israélien, les responsables des deux pays tentent de désamorcer les accusations d'antisémitisme qui avaient été lancées par certains journaux israéliens contre Paris. David Khayat, le responsable français du groupe bilatéral pour la relance de la coopération, affirme que le gouvernement lutte contre l'antisémitisme qui serait issu de « fractions précises de la société française ».

page 7

REPÈRE : 17 FÉVRIER 1600

Giordano Bruno : liberté d'esprit contre pensée unique

À Rome, après huit ans de torture, face au refus de l'hérétique de se rétracter, le bras séculier de la Sainte Inquisition Catholique livre au bûcher Giordano Bruno, ancien moine, philosophe, mathématicien... mais surtout esprit libre et curieux, questionneur de dogmes, penseur indépendant n'ayant pas peur des chemins de traverse, débateur acharné, disciple de Copernic et inspirateur de Spinoza. Vu l'abomination de ses thèses (mise en doute de la transsubstantiation, description d'un univers non géocentrique et infini, liberté de l'homme face à la société, liberté de conscience de l'individu, droit de l'étudiant à étudier toute thèse, même contraire au dogme du moment...) on lui refusera l'étranglement avant le bûcher et il brûlera vif... mais on ne l'entendra pas crier étant donné qu'on lui avait préalablement arraché sa langue blasphématoire pour l'empêcher de proférer des « paroles affreuses ».



ÉTATS-UNIS : UN QUART DES VOTES SONT FALSIFIABLES

Plus d'un quart des votes à la prochaine élection présidentielle états-unienne pourront être falsifiés a conclu le 15e symposium des technologies de vote organisé à Seattle, le 15 février 2004, par l'Association américaine pour le progrès des sciences (AAAS). « Le système est en crise, un quart des électeurs utilisera des machines à voter qui n'offrent qu'une faible protection. Il n'y a aucune raison de croire ces machines (...). [Hacker le système] n'est pas difficile techniquement si vous soudoyez un programmeur de la société fabriquant les machines à voter. Si vous me demandez si cela peut-être fait, la réponse est oui à 100 % », a déclaré le professeur David Dill de l'université de Stanford.

L'Association nationale des cinquante et un secrétaires d'État, qui tiendra son congrès annuel mardi 17 février, recevra des pétitions de 1 600 professeurs d'informatique et des 400 000 membres de TrueMajority l'invitant à se prononcer contre le vote digital.

Entretien avec le juge antiterroriste espagnol

Baltazar Garzón ou le fantôme d'Al Qaïda

Ayant mis en cause le juge Baltazar Garzón **lorsqu'il ordonna l'incarcération du journaliste Tayseer Alouni**, il nous est apparu utile de lui ouvrir nos colonnes pour lui permettre d'exposer son point de vue.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il développe les thèmes traditionnels de la frange la plus dure du catholicisme espagnol : dénonciation du péril islamique en Occident et, simultanément, stigmatisation de la fin de l'État de droit aux États-Unis.

Il y emploie un vocabulaire significatif. Ainsi, le terme « Occident », caractéristique de la Guerre froide pendant laquelle il désignait le camp atlantiste opposé au camp soviétique, est devenu synonyme de chrétienté. Ou encore, le mot « arabe » et le mot « musulman » sont souvent synonymes. De sorte qu'il attribue les attentats de Bali et d'Istanbul à Al Qaïda, mais les situe dans des pays arabes.

Il développe une description mythique d'Al Qaïda, organisation désorganisée, sans direction mais avec un Conseil en Iran, réseau horizontal sans chef mais avec des agents dormants, etc. en s'appuyant non pas sur ses propres investigations, mais sur des « renseignements » dont la plupart viennent de services US dont il dénonce par ailleurs les méthodes hors de l'État de droit. Il souligne l'absence d'action imputable à Al Qaïda en dehors du 11 septembre, mais pour en conclure que c'est la preuve du péril dormant.

Simultanément, Baltazar Garzón dénonce la militarisation des États-Unis et la fin de l'État de droit qu'implique la doctrine de la guerre au terrorisme. Il reprend là des critiques traditionnelles en Espagne depuis **l'affaire du Maine** et la guerre hispano-états-unienne. Un point de vue ravivé depuis que George W. Bush, soutenu par les télévangélistes, a pris la place de Jean-Paul II pour incarner la chrétienté.

Vous êtes le seul magistrat au monde à avoir lancé un mandat d'arrêt international contre Oussama Ben Laden. Est-ce une folie des grandeurs ou cela correspond-il à une stratégie ?



Je ne peux violer le secret de l'instruction en cours. Disons que les actes de procédure à l'encontre d'une personne se prennent en fonction des indices dont on dispose contre elle. Dans le cas d'espèce, l'ordonnance de sept cents pages qui a été prise contre Oussama Ben Laden et d'autres responsables d'Al Qaïda rapporte les indices existants. C'est une enquête qui se déroule en Espagne depuis 1995 et le nom de Ben Laden y figure depuis 1996. Ce n'est pas une décision précipitée. C'est la

conséquence d'une étude des faits en profondeur et la stratégie est celle de toute enquête judiciaire qui vise à avancer progressivement vers la connaissance complète des faits. Nous tenons de nombreuses commissions rogatoires en attente qui restent à confirmer, dont des demandes d'extradition visant quatre détenus de Guantanamo sous la responsabilité des États-Unis, et d'autres encore adressées au Royaume-Uni, à la Turquie, l'Allemagne, la Belgique, la Norvège, la Suisse, l'Australie, l'Indonésie, la Surie, la Jordanie, le Yémen et autres.

Vous avez regretté publiquement la mauvaise qualité de la coopération judiciaire avec les États-Unis. Que se passe-t-il ?

Le problème avec les États-Unis est le même dans tout ce qui touche à la lutte contre le terrorisme. Il dépend de la compétence de diverses agences et juridictions. Il y a des personnes qui sont privées de liberté à Guantanamo sous la compétence de militaires, mais je ne peux pas me mettre en relation directe avec eux, seulement avec la justice civile qui est elle-même limitée dans ses relations avec l'administration militaire. Il s'ensuit d'autres dommages collatéraux comme la lenteur d'exécution des commissions rogatoires. Le problème avec les États-Unis, c'est la confusion des genres qui existe ici aussi.

Les différences entre les États-Unis et l'Europe sont notoires en matière de lutte contre le terrorisme. À quoi sont-elles dues ?

Il y a une différence fondamentale. En Europe, nous essayons d'affronter la lutte contre le terrorisme global du point de vue le plus strictement respectueux de l'État de droit. Ce sont les normes qu'essayent de respecter tant la police que les juges et les douaniers. Les résultats produits, le sont dans ce cadre légal. Aux États-Unis, il y a un courant qui respecte formellement cette légalité et un autre qui se situe hors de l'État de droit, dans ce qu'ils appellent la guerre contre le terrorisme. Cette guerre, dans bien des cas, excède la légalité pour entrer dans ce que l'on peut appeler un espace de non-droit, c'est-à-dire un espace où la justice civile ne peut entrer pour exercer un contrôle. On ne sait jusqu'où leurs leaders veulent l'étendre, tant elle est vaste.

Vous avez demandé l'extradition de quatre détenus de Guantanamo. Pensez-

vous qu'ils vous seront remis ?

L'extradition est un processus mixte, à la fois judiciaire et politique. La partie judiciaire est close. La requête a été transmise au gouvernement espagnol et dépend désormais du Conseil des ministres. Nous savons quelle est sa responsabilité, ce n'est pas à moi de le rappeler. Il s'agit de délits commis en Espagne, cela ne devrait faire aucune difficulté.

L'incarcération que vous avez ordonné du correspondant d'Al-Jazeera, Tayseer Alouni, pour son appartenance supposée à une cellule espagnole d'Al Qaïda a suscité de nombreuses protestations, notamment de la Fédération internationale des journalistes et du Réseau Voltaire...

Et alors ? Une personne ne fait pas l'objet d'une procédure pénale parce que les journalistes en parlent en bien ou en mal, mais parce qu'elle a commis ou est en lien avec des faits délictueux. Ce dont j'accuse cette personne, comme quelques autres, est indiqué dans le mandat de dépôt et l'arrêt d'accusation, et n'a rien à voir avec la profession de cette personne ou d'une autre. Bien sûr, la fonction de la presse est de critiquer les décisions judiciaires et parmi ces critiques il y en a des favorables et d'autres non. C'est la grandeur d'un État démocratique. Je ne veux pas dire que ces critiques sont bonnes ou mauvaises parce qu'elles proviennent de la presse, mais si elles correspondent ou non à la réalité des faits sur lesquels nous enquêtons.

En marge de la procédure, vous avez averti les autorités états-uniennes du danger du phénomène du terrorisme islamique et de Ben Laden. L'Europe en avait-elle pris conscience avant de cette menace ?

C'est certain. En Europe nous avons eu le malheur de souffrir des assauts du terrorisme depuis des années. Au contraire, les États-Unis n'ont pas ressenti ce danger jusqu'au 11 septembre 2001. Ils pensaient que le phénomène terroriste était externe, qu'il pouvait affecter leurs ambassades et consulats, mais hors de leur territoire. Je crois qu'ils n'ont jamais mesuré l'importance de la menace intérieure. En décembre 1995, lors d'une conférence à l'université George Washington à la suite d'une réunion d'experts, je me suis trouvé à parler du terrorisme intégriste islamique et de la menace émergente d'Oussama Ben Laden et des Moujahidins afghans, et de l'influence qu'ils déployaient dans des zones comme, par exemple, l'Afrique du Nord et en particulier l'Algérie, et d'autres zones d'Europe de l'Est. Ces groupes d'afghans étaient dirigés par Oussama Ben Laden qui chevauchait du Soudan à l'Afghanistan et s'implantait dans d'autres régions. Les États-Unis comprenaient que c'était une menace, mais jamais ils ne la prenaient en compte à l'intérieur de leur pays. Essayez de leur démontrer, renseignements à l'appui, que le jihad fondamentaliste est une réalité aux États-Unis et s'y répand toujours plus, que s'enracine un sentiment fondamentaliste extrême, que nous le voyons depuis l'Europe avec ce que nous connaissons en Afrique du Nord, en Bosnie, en Tchétchénie, au Daghestan, etc.

Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas vu venir le danger ?

Jusqu'à-là les attentats contre les intérêts nord-américains à l'étranger (dans les années 80 et le début des années 90) étaient le fait d'organisations terroristes

arabes traditionnelles, pas d'intégristes ou de fondamentalistes islamiques comme il a commencé à s'en manifester avec le jihad ; ce terrorisme arabe s'est achevé avec la naissance du terrorisme globalisé ou global, fondamentaliste ou intégriste. Je me souviens d'un expert avec qui j'ai dialogué lors de cette conférence aux États-Unis. Je me référais au GIA algérien, il me dit quelque chose comme c'est un phénomène local. Local ? lui répondis-je, mais les fondements qui l'alimentent s'étendent à l'Europe et, de plus, l'idéologie qui lui sert de base, cette vision extrémiste de la religion, peut motiver une expansion généralisée. Nous sommes en train de vérifier qu'en Afghanistan, depuis l'expulsion des Soviétiques, les Moujahidins qui étaient des combattants se sont retrouvés sans travail, ils se sont dispersés dans diverses régions du monde où il y avait des conflits ou un jihad, c'est-à-dire une guerre sainte, pour donner leur savoir-faire et leur expérience. Ils étaient structurés par l'organisation d'Oussama Ben Laden, qui à cette époque n'était pas Al Qaïda, mais Al Bat Alkatara. Dans plusieurs pays, dont l'Espagne, il y a des mouvements fondamentalistes qui se nourrissent de cette vision extrême du Coran et qui reçoivent la formation correspondante dans des camps d'entraînement ou des destinations comme la Bosnie, la Tchétchénie et le Daghestan.

Comment percevez-vous Al Qaïda que l'on décrit comme une nébuleuse ou une organisation déstructurée ?

Au départ c'était une officine de contacts et de relations. Le terrorisme fondamentaliste ou intégriste islamique est horizontal, pas vertical comme les organisations terroristes traditionnelles comme l'ETA, l'IRA, ou à un moment Action directe et les Brigades rouges. Dans ce terrorisme horizontal, l'adhésion existe ou non, et la responsabilité peut-être celle d'un individu ou de plusieurs. Depuis les événements qui se sont produits, Al Qaïda a dû se structurer plus. Aujourd'hui, il y a un Conseil de direction, et les derniers renseignements laissent à penser qu'il est en Iran, un Conseil qui s'est montré par certains aspects critiques vis-à-vis d'Oussama Ben Laden lui-même. Il existe une coordination, une série d'objectifs clairement établis, mais il n'y a pas besoin de donner un ordre pour qu'il soit exécuté. L'organisation terroriste ETA initiait des campagnes et donnait des directives pour commettre X attentats. Au contraire, Al Qaïda peut laisser passer cinq ans avant de réclamer l'attention d'un de ses membres qui, alors, sait ce qu'il doit faire. Il n'a pas besoin de dire explicitement comment et de quelle manière. C'est très typique. Ils peuvent être un long moment en latence, c'est pourquoi on les a appelés « cellules dormantes ». C'est un terrorisme diffus.

Aujourd'hui, cette menace est-elle plus grave qu'avant le 11 septembre ?

La menace générale est, selon les experts, plus grande. La preuve évidente est l'annulation de vols ces jours-ci, à moins que vous ne croyiez que c'est le fruit de l'hystérie depuis le 11 septembre. Si nous observons combien d'alertes maximales ont été déclenchées aux États-Unis, nous pouvons en conclure que de nombreux attentats devaient être exécutés qui n'ont pas eu lieu. D'un autre côté, il y a un phénomène intéressant qui peut se mesurer tout les jours et qui est le sentiment de ce qui aurait pu se produire. Depuis le 11 septembre, il n'y a pas eu un seul attentat d'Al Qaïda dans les pays occidentaux. Tous les attentats ont eu lieu dans des pays arabes ayant des gouvernements qu'ils considèrent comme

impies parce qu'ils aident l'impérialisme occidental, notamment les États-Unis. Tout cela ne veut pas dire que nous ne devons pas enquêter en Occident sur l'expansion et l'actualité du terrorisme intégriste et fondamentaliste islamique. C'est cohérent avec les explications que je viens de vous fournir. Nous avons établi un chiffre de cinq années d'inactivité au-delà duquel ils peuvent redevenir productifs, il y a donc une nécessité d'action préventive, pas de guerre préventive, mais de procédure préventive, de coordination des services de renseignement, d'actions judiciaires et politiques coordonnées, de convergence législative, pour prévenir autant que possible, pour connaître quels sont ces mouvements et ne pas démoniser le fait d'être musulman ou arabe.

Comment en êtes-vous arrivé à écrire cette lettre ouverte à José Maria Aznar sur la crise en Irak ?

Je l'ai fait en qualité de citoyen d'un pays démocratique qui croit dans les institutions et pense que le Parlement et la démocratie doivent être autre chose qu'une pure formalité. Je l'ai écrite comme père, époux et une personne préoccupée de ce qui va advenir, de ce qui pourrait être évité. J'ai répondu à une erreur de perception, je n'ai pas accepté une décision qui prévoyait d'attaquer un pays parce qu'il détenait des armes de destruction massive alors qu'on savait qu'elles n'existaient pas, que n'importe quel étudiant savait inexistantes. Pourtant, les connexions avec le terrorisme d'Al Qaïda existent. Mais il n'y en a qu'une, et elle s'est produite dans le territoire irakien non contrôlé par Saddam. Bien sûr, on ne doit pas mettre cela sur le compte du mal du satrape, si l'on parle d'ingérence humanitaire, à supposer que l'on réagisse aux événements de 1988, lorsqu'il gaza des milliers et des milliers de Kurdes et que personne ne fit rien alors que là il s'agissait d'armes de destruction massive. Un des péchés les plus graves de l'humanité, c'est l'indifférence. Heureusement, comme dans un conte, l'indifférence se transforme en un engagement de millions de personnes. En ce qui me concerne, cet engagement existe. En d'autres circonstances je ne l'aurais pas fait, mais là, si. Pour ceux qui s'impliquent dans la lutte contre le terrorisme - et j'en suis - la dérive hors des limites de la légalité est un risque réel, et déstabilisant. Autant que faire se peut j'essayerais de m'y opposer, au moins pour justifier ma propre conscience.

Propos recueillis par Juan Gasparini

Relance des liens franco-israéliens : éviter les sujets qui fâchent

Analyse

Au premier jour de la visite d'État en France de Moshe Katzav, le président de la République israélien, les responsables politiques des deux pays rivalisent de courtoisie les uns envers les autres et tentent de désamorcer les accusations d'antisémitisme qui avaient été lancées par certains journaux israéliens contre Paris. Ainsi, l'ambassadeur israélien Nissim Zvili s'est publiquement félicité de la lutte contre l'antisémitisme en France et en a même fait un exemple en Europe. Dans une interview au *Figaro*, David Khayat, le responsable français du groupe bilatéral pour la relance de la coopération franco-israélienne, affirme également que le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin lutte contre l'antisémitisme qui serait issu de « *fractions précises de la société française* » et se réjouit de la relance des échanges entre la France et Israël. Ces échanges sur l'antisémitisme risquent cependant de ne pas faire oublier longtemps l'opposition franco-israélienne sur le tracé du Mur israélien que Jacques Chirac a condamné et déclaré illégal vendredi.

La visite de Moshe Katzav en France ne passionne pas en revanche les journaux israéliens qui restent concentrés sur les déclarations d'Ariel Sharon envisageant un retrait israélien de la bande de Gaza et l'abandon de certaines colonies. Dans le *Jerusalem Post*, Shlomo Avineri donne le beau rôle au Premier ministre israélien en affirmant que Sharon est avant tout un pragmatique préoccupé par la sécurité du cœur du territoire d'Israël et qu'il n'a jamais vu les territoires palestiniens que comme un glacis défensif contre la menace arabe. Celle-ci ayant diminué suite à la chute de Saddam Hussein, il change de stratégie et laisse plus de territoires aux Palestiniens tout en prenant des mesures contre les

terroristes. Cette analyse des motivations de Sharon occulte délibérément les débats internes au Likoud sur la « menace démographique » arabe et l'intérêt d'isoler les populations juives des minorités arabes.

La question de la souveraineté nationale dans les pays étrangers semble être une notion oubliée des éditorialistes états-uniens. On y parle en effet très couramment des régimes les plus appropriés pour servir les intérêts de l'administration Bush dans les pays étrangers ou de la façon la plus appropriée de changer le régime de ces pays sans que cela n'étonne plus personne. Ainsi, dans le *New York Times*, Stephen P. Cohen revient sur les aveux du Dr Khan concernant l'aide qu'il aurait apporté aux programmes nucléaires de la Corée du Nord ou de la Libye. Il estime qu'il est possible que le gouvernement n'y ait effectivement pas été mêlé ; qu'il faut s'assurer que le pouvoir central pakistanais contrôle à nouveau ses capacités nucléaires ; et qu'il faut donc chasser les militaires du pouvoir pour que ces derniers puisse davantage se concentrer sur cette question.

De leur côté, Nir Boms et Erick Stakelbeck commente les préparatifs de la future tentative de renversement de Bashar El-Assad dans le *Jerusalem Post*, une méthode proche de celle utilisée pour l'Irak. Une conférence des groupes d'opposition syrien s'est rassemblée à Bruxelles suite à l'adoption du Syrian Accountability Act, tout comme une conférence analogue regroupant les groupes d'exilés irakiens avait eu lieu à Londres suite à l'adoption de l'Iraqi Accountability Act. La Syrie est également accusée de posséder des « armes de destruction massive » et d'entretenir des liens avec « les terroristes ». Tout semble être sur de bons rails pour les faucons qui déplorent cependant le manque de soutien de l'Union européenne pour cette méthode.

Dans le *Los Angeles Times*, Michael Marx McCarthy estime pour sa part que Washington a tort de déstabiliser des gouvernements étrangers. Commentant la crise actuelle en Haïti, il estime que l'administration Bush a tout à perdre à ne pas aider ce pays en le laissant s'enfoncer dans la crise. Cet argumentaire aurait peut-être plus de poids s'il ne niait pas explicitement la responsabilité de Washington dans les tentatives de coup d'État au Venezuela et dans la crise actuelle en Haïti.

Dans le *Taipei Times*, le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz s'alarme de la politique économique menée par Paul Bremer en Irak. Cette dernière qui consiste à libéraliser à tout va l'économie irakienne aura les mêmes conséquences dramatiques que la libéralisation sauvage dans les pays de l'ex-URSS prédit l'économiste et cela ne permettra pas de reconstruire le pays. Reste à savoir, bien sûr, si cette politique a pour finalité la reconstruction ou la prédation économique.

Enfin, dans un discours dont *The Independant* reproduit des extraits le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, enjoint la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-Monténégro à livrer les criminels de guerre au tribunal de La Haye. Ce serait le seul moyen pour eux de prouver qu'ils partagent les valeurs de l'alliance atlantique.

Réseau Voltaire

David Khayat



Cancérologue, professeur de médecine à l'université Paris VI et auteur de romans policiers, David Khayat a été chargé par Dominique de Villepin d'assurer, avec le diplomate israélien Yehuda Lancry, la coprésidence du groupe bilatéral de haut niveau pour la relance de la coopération franco-israélienne.

« Une communauté de destin et de projets »

Source : Le Figaro

Référence : « Une communauté de destin et de projets », par David Khayat, *Le Figaro*, 16 février 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Le groupe de haut niveau chargé de relancer la coopération franco-israélienne est né d'une rencontre en juin 2002 entre **Dominique de Villepin** et son homologue de l'époque **Shimon Pérès**. Il a pour objectif de relancer les accords bilatéraux entre nos pays en nous appuyant sur les deux sociétés civiles. Cela passe par l'amélioration des représentations croisées de ces deux pays. Je voudrais assurer les Israéliens que le gouvernement de **Jean-Pierre Raffarin** qui a hérité d'une situation très problématique lors de sa prise de fonction fait tout pour lutter contre l'antisémitisme et le communautarisme qui sévit dans des fractions précises de la société française.

Nous avons souvent en France une perception erronée de la société israélienne, fort éloignée de la réalité israélienne. Nous espérons que la relance des relations bilatérales va permettre d'y remédier. Les Israéliens s'inquiètent de cette situation mais **Jacques Chirac** est un ami d'Israël. Avec les travaux de notre groupe, on peut estimer aujourd'hui que la coopération entre Paris et Jérusalem (sic) est relancée.

Cela profite à nos deux pays mais aussi à d'autres puisque cette coopération a déjà permis de faire profiter des pays d'Afrique subsaharienne de l'expertise israélienne en matière d'irrigation. Les liens scientifiques, culturels et économiques entre nos pays vont se développer.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des

« Des faucons aux plumages variés »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Hawks of different feathers », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 14 février 2004.

L'annonce faite par **Ariel Sharon** d'un prochain démantèlement des colonies à Gaza et de certaines de Cisjordanie n'est pas étonnante contrairement à ce qu'en pensent les observateurs étrangers. Ceux-ci croient qu'en Israël le débat oppose uniquement les faucons aux colombes mais la réalité est plus compliquée. En effet, les faucons se divisent entre les faucons idéologiques, qui considèrent que chaque concession est une trahison et qu'il ne faut pas abandonner la terre historique des juifs tel qu'elle est définie dans la Bible, et les faucons

Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

stratégiques, qui pensent que s'il ne faut pas abandonner Gaza et la Cisjordanie c'est parce que ces territoires permettent de défendre le cœur d'Israël. Ces faucons stratégiques sont prêts à faire des concessions quand les circonstances le permettent. Sharon, de par sa proximité avec les travaillistes et son passé militaire, est un faucon stratégique et il voit dans la chute de Saddam Hussein une opportunité car un front oriental devient moins crédible. Par ailleurs, il constate que le terrorisme se poursuit. Il est donc décidé à changer de stratégie et à placer des barrières mais aussi à abandonner les avants-postes indéfendables.

L'année dernière, Sharon avait déclaré qu'un État palestinien serait finalement créé et il avait scandalisé son parti en déclarant que l'occupation n'était pas tenable. En décembre, il a explicitement affirmé qu'il faudrait déplacer certaines colonies, un sujet déjà à l'étude dans le gouvernement. Ces déclarations ont entraîné une modification de la carte politique du pays. Certains faucons idéologiques ont menacé de démissionner et on pourrait se diriger vers un nouveau gouvernement d'union nationale. Pour Sharon, ce qui compte avant tout c'est la sécurité, pas l'idéologie.

Stephen P. Cohen



Ancien membre du bureau du planning politique du département d'État des États-Unis, Stephen P. Cohen est chercheur à la Brookings Institution. Il est l'auteur de *The Idea of Pakistan*.

« Hors du cercle nucléaire »

Source : New York Times

Référence : « Out of the Nuclear Loop », par Stephen P. Cohen, *New York Times*, 16 février 2004.

Les nouveaux aveux du Pakistan ressemble à un mauvaise fiction : un scientifique voyou avouant avoir vendu des secrets à d'autres pays, une confession émouvante et un président affirmant ne rien savoir. Le Dr. Khan a bien vendu ses connaissances et Washington a accepté l'explication de **Pervez Musharraf** mais au Pakistan et ailleurs beaucoup croient que le gouvernement était au courant et que l'appareil militaire est également complice du crime nucléaire du siècle.

Pourtant, aussi improbable que cela puisse paraître, le président Musharraf pourrait bien avoir dit la vérité et cela est encore plus inquiétant. En effet, stratégiquement, il est improbable que l'armée pakistanaise, et ne parlons même pas des services secrets, ait poussé le Dr. Khan à vendre des secrets nucléaires à la Corée du Nord, risquant ainsi de fâcher la Chine, ou à la Libye et à l'Irak, risquant de fâcher Israël. Le Dr. Khan n'est pas un stratège, c'est un ingénieur égocentrique qui a réussi à se présenter dans la presse comme un héros national. Le problème de cette situation est que cela signifierait que l'armée ne contrôle pas son programme nucléaire.

Le principal problème est la nature du régime pakistanais. Musharraf a beau dire qu'il amène son pays sur la voie de la démocratie, il a transformé le régime en autocratie. Cela n'a pas empêché Khan de vendre des secrets nucléaires car Musharraf est un homme négligent qui a une trop haute opinion de ses qualités. Washington doit faire pression sur l'armée pour qu'elle abandonne le pouvoir politique mais qu'elle retrouve le contrôle de son programme nucléaire.

Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyeddu cabinet Benador associates.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

« Direction Damas »

Source : Jerusalem Post

Référence : « On to Damascus » par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Jerusalem Post*, 14 février 2004.

Le mois dernier, à Bruxelles, à 200 mètres de l'ambassade syrienne en Belgique, s'est rassemblée la seconde conférence de la coalition démocratique syrienne, une union de groupes pro-démocratiques qui avait pour thème le remplacement du régime ba'asiste syrien par une démocratie laïque. **Farid Ghadry**, le président de cette coalition, a déclaré que la prochaine conférence aurait lieu à Damas afin d'obliger Bashar El-Assad à tenir compte de son organisation.

L'organisation regroupe toutes les composantes de la société syrienne, contrairement au pouvoir ba'asiste qui ne s'appuie que sur la minorité Alawite, et tous ont pu s'exprimer. Les États-Unis soutiennent cette conférence mais ce n'est pas le cas réellement de l'Union européenne qui reste réticente. On a cependant pu compter la présence de personnalités politiques comme **Roelants Du Vivier** ou **Gianfranco Dell Alba** [1].

Les récentes déclarations syriennes démontrent que Damas ne suivra pas l'exemple libyen et poursuivra son programme d'armes de destruction massive. Cela souligne le problème posé par le régime syrien et ce d'autant plus qu'en un mois de temps, David Kay et Nizar Nayouf ont tout deux affirmé que des parties du programme d'armement irakien se trouvaient en Syrie. En outre, la Syrie maintient son aide au Hamas, au Jihad islamique et au Hezbollah.

[1] NDLR : Gianfranco Dell Alba a été élu au Parlement européen sur la liste d'Emma Bonino. Le mouvement auquel il appartient s'est récemment rebaptisé "Parti radical libéral pour les États-Unis d'Europe et d'Amériques". Il est membre de l'International Crisis Group de George Soros

Michael Marx McCarthy

Michael Marx McCarthy est chercheur en études latino-américaines au Council on Foreign Relations.

« Les États-Unis ne peuvent pas laisser Haïti plonger dans l'abyme »

Source : Los Angeles Times

Référence : « United States Can't Let Haiti Slip Into Abyss », par Michael Marx McCarthy, *Los Angeles Times*, 15 février 2004.

La trop longue négligence de Washington envers les pays les plus pauvres de l'hémisphère a entraîné une détérioration de la situation en Haïti. Aujourd'hui, la rébellion armée contre Jean-Bertrand Aristide devient une crise politique hors de tout contrôle qui divise les politiciens états-uniens. Le **département d'État** craint un nouveau débarquement d'immigrés qui embarrasserait **George W. Bush** et son frère gouverneur de Floride quand les tenants de la ligne dure soutiennent implicitement l'opposition à Aristide.

La crise haïtienne met au défi la capacité de Washington à mener une politique constructive quand elle n'aime pas le dirigeant élu démocratiquement et qu'elle ne devrait pas aimer son opposition. Il s'agit du même problème que les États-Unis ont connu au Venezuela en 2002. Les États-Unis souhaitent tellement la chute de **Hugo Chavez**, qu'ils ont pu laisser croire qu'ils soutenaient le coup d'État, et ce d'autant plus que en ne faisant pression que sur les élus, et non sur les médias et le monde des affaires et des organisations civiques, ces dernières ont échappé au contrôle des États-Unis alors mêmes qu'elles étaient financées par la **National Endowment for Democracy**.

En Haïti également, des objectifs non démocratiques sont poursuivis au nom de la lutte pour la démocratie et l'aide états-unienne est accordée à des ONG qui sont liées à l'opposition à Aristide. Les États-Unis ont mené en Haïti une politique erratique et aujourd'hui l'administration Bush refuse d'aider économiquement le pays car la **Maison-Blanche** se méfie des théologiens de la libération. Il faut pourtant qu'Aristide termine son mandat avec le soutien de la communauté internationale.

Joseph Stiglitz



Joseph Stiglitz est professeur d'économie et de finance à l'Université de Columbia et Prix Nobel d'économie 2001. Il a été président du collectif de conseillers économiques de Bill Clinton et vice-président de la Banque mondiale.

« Si Bush a pris sa décision, le prochain choc en Irak sera une thérapie de choc »

Source : Taipei Times

Référence : « If Bush has his way, Iraq's next shock will be shock therapy », par Joseph Stiglitz, *Taipei Times*, 16 février 2004.

A l'exception de la phase militaire initiale, l'aventure irakienne de **George W. Bush** aura conduit à une accumulation d'échecs. Il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak et les preuves de leur existence ont été largement fabriquées. Il semble également évident que Bush n'avait pas de plan d'après guerre et, au lieu d'instaurer la paix et la démocratie, la situation en Irak est devenue si dangereuse que l'instabilité est la raison invoquée par L. Paul Bremer pour justifier l'absence d'élections.

Les priorités en terme d'ordre dans le pays montrent bien les préoccupations de Washington. Ainsi, après la chute de Bagdad, le ministère du pétrole a été immédiatement protégé alors qu'on laissait les hôpitaux et les musées se faire piller. Cette guerre a également profité à **Halliburton** dont l'ancien PDG est **Dick Cheney**.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que la reconstruction du pays est la tâche essentielle à accomplir mais là encore le biais idéologique de l'administration Bush risque de mener au fiasco. En effet, la **Maison-Blanche** semble être sur le point d'administrer, sans se souvenir des leçons du passage des anciens pays communistes à l'économie de marché, une thérapie de choc, c'est à dire la libéralisation brutale de l'ensemble de l'économie irakienne. Les pays de l'ancien bloc soviétique qui ont utilisé cette méthode s'en sont moins bien sortis que ceux qui avaient été plus en douceur et ne sont pas devenus des démocraties exemplaires. Mais les partisans de cette politique affirment que l'augmentation de la pauvreté et les faibles résultats économiques sont dus au fait que la thérapie n'était pas assez brutale et qu'en Irak il faudra donc aller encore plus loin.

Pourtant, compte tenu de la situation de l'économie irakienne, les privatisations seront problématiques. Elles se feront à bas prix, rapporteront donc peu à l'économie irakienne et elles apparaîtront comme illégitimes. Elles ne feront à terme que développer la dette d'un pays qui en est déjà criblé. La communauté internationale devrait donc investir dans la construction d'écoles et d'hôpitaux plutôt que de soutenir financièrement les desseins états-uniens.

Jaap de Hoop Scheffer



Ancien ministre chrétien-démocrate des Affaires étrangères des Pays-Bas, Jaap de Hoop Scheffer est secrétaire général de l'OTAN.

« La Bosnie et la Serbie doivent livrer leurs criminels de guerre »

Source : The Independent

Référence : « Bosnia and Serbia must give up their war criminals », par Jaap de Hoop Scheffer, *The Independent*, 16 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé à l'International Institute for Strategic Studies

Je voudrais voir la Bosnie Herzégovine rejoindre le « Partenariat pour la paix » et c'est pour cela que nous avons conservé une présence de l'OTAN dans ce pays même après le départ de la force de stabilisation que nous y avons mis en place. Je voudrais également que la Serbie-Monténégro fasse davantage pour rentrer dans ce partenariat.

Pour cela, ces deux pays doivent coopérer avec le tribunal de La Haye et il est vital que eux qui ont été inculpés de crimes de guerre soient jugés. Par cette coopération, les deux pays démontreront qu'ils partagent nos valeurs fondamentales et qu'ils peuvent donc rentrer dans le Partenariat pour la Paix. Ce Partenariat pour la Paix est l'un des outils les plus importants de l'OTAN pour amener la sécurité et ses fondements sont les mêmes que ceux sur lesquels se fondent la coopération avec la Russie, pays avec lequel l'OTAN veut développer ses relations dans les années à venir.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .